



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les transformations agricoles et les transformations rurales en France depuis 1950

Jean-Claude Bontron, Mme Nicole Mathieu

Abstract

If the agricultural and rural changes are well known in broad outline, the links between changes in agriculture and changes in rural space have been much less well appreciated. It seems clear that the interactions and interdependancies between an economic sector and spatial processes have not been clearly identified. Our intention in this paper is to examine the reasons for these omissions and to propose some answers from work that has been carried out on the relationship between agricultural and rural change.

Résumé

Si les évolutions agricoles et rurales sont connues dans leur généralité et leur parallélisme, les liaisons entre transformations de l'activité agricole et transformations de l'espace rural sont beaucoup moins bien appréhendées. L'analyse des interactions et les interdépendances entre un secteur économique et des processus spatiaux pose pourtant un problème théorique majeur. Notre propos dans cet article est de rechercher les raisons de ces lacunes et d'apporter quelques éléments de réponse à partir de travaux où l'articulation entre transformations agricoles et transformations rurales a pu être mise en évidence.

Citer ce document / Cite this document :

Bontron Jean-Claude, Mathieu Nicole. Les transformations agricoles et les transformations rurales en France depuis 1950. In: Économie rurale. N°137, 1980. pp. 3-9;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1980.2701>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_137_1_2701

Fichier pdf généré le 08/05/2018

TRANSFORMATIONS AGRICOLES ET TRANSFORMATIONS RURALES EN FRANCE DEPUIS 1950

Jean-Claude BONTRON,
SEGESA

Nicole MATHIEU,
CNRS - LA 142

Si les évolutions agricoles et rurales sont connues dans leur généralité et leur parallélisme, les liaisons entre transformations de l'activité agricole et transformations de l'espace rural sont beaucoup moins bien appréhendées. L'analyse des interactions et les interdépendances entre un secteur économique et des processus spatiaux pose pourtant un problème théorique majeur. Notre propos dans cet article est de rechercher les raisons de ces lacunes et d'apporter quelques éléments de réponse à partir de travaux où l'articulation entre transformations agricoles et transformations rurales a pu être mise en évidence.

CHANGES IN AGRICULTURE AND CHANGES IN RURAL SPACE IN FRANCE

If the agricultural and rural changes are well known in broad outline, the links between changes in agriculture and changes in rural space have been much less well appreciated. It seems clear that the interactions and interdependancies between an economic sector and spatial processes have not been clearly identified. Our intention in this paper is to examine the reasons for these omissions and to propose some answers from work that has been carried out on the relationship between agricultural and rural change.

On connaît relativement bien les transformations de l'agriculture et celles qui ont affecté l'espace rural français depuis 1950. Pour ce qui est de l'activité agricole, la tendance générale a été celle d'une progression spectaculaire des quantités produites, et surtout de la productivité des terres et du travail, accompagnée cependant d'une baisse de la contribution de l'agriculture à la production intérieure brute et à la valeur ajoutée nationale, et surtout d'une récession accélérée du nombre des actifs employés. Bien qu'elle ne soit qu'exceptionnellement et localement compétitive avec les autres usages qui la concurrencent, l'activité agricole a maintenu relativement bien son emprise territoriale par le biais d'une appropriation foncière croissante.

Quant à l'espace rural, il s'y est produit, durant la même période, des phénomènes nouveaux impliquant tous un besoin grandissant de terres. Aussi, cet espace, de plus en plus "vide" et donc de plus en plus "ouvert" à d'autres usages, est-il l'objet d'enjeux multiples. **L'espace rural est aujourd'hui un enjeu** pour la création de nouveaux profits par le redéploiement industriel et la création d'un tourisme de masse littoral et montagnard, pour la reproduction de la force de travail à un moindre coût (logement, tourisme vert...), pour la réalisation d'équipements exigeants en surface au sol (infrastructure de transport et de production d'énergie, équipements collectifs), enfin, en contrepoint de la concentration urbaine et de la société de consommation, pour le refuge de marginaux divers (retraités, néo-ruraux,

débiles et handicapés, sectes) et la préservation de ressources devenues rares et d'écosystèmes menacés. De moins en moins agricoles au niveau des emplois, les campagnes ne sont plus le réservoir de main-d'œuvre qu'elles ont été depuis le 19^e siècle, mais tendent plutôt à devenir une réserve d'espace. Le changement de terminologie et la substitution du terme "espace rural" à celui de la campagne le traduit bien.

Mais si les évolutions agricoles et rurales sont connues dans leur généralité et leur parallélisme, les liaisons entre transformations de l'espace rural sont beaucoup moins bien appréhendées. Il semble que **les interactions et les interdépendances entre un secteur économique et des processus spatiaux ne soient pas clairement identifiées**. Notre propos dans cet article est de rechercher les raisons de ces lacunes et d'apporter quelques éléments de réponse à partir de travaux où l'articulation entre transformations agricoles et transformations rurales a pu être mise en évidence.

L'insuffisance des connaissances sur cette question nous paraît tout d'abord liée à l'existence d'une **dichotomie accrue entre analyse agricole et analyse rurale** dans plusieurs domaines : celui de la recherche, des disciplines appliquées et de la pratique d'aménagement, enfin celui-là même de la prospective.

Dans les organismes de "recherche rurale", comme l'INRA dans les unités de recherche en géographie, sociologie ou économie rurale, on constate qu'à eu lieu, face aux bouleversements qui affectaient l'agriculture et l'espace rural, une certaine spécialisation dans chacune des branches de la dichotomie. Une progression des connaissances en a été incontestablement la conséquence, mais elle est restée en parallèle, sans aboutir à l'articulation recherchée.

Ainsi, l'interprétation des transformations qui caractérisent l'agriculture française a donné lieu à de nombreuses controverses théoriques pour désigner le processus en cours (1). La thèse d'abord avancée du développement du capitalisme agraire a été abandonnée à partir de l'observation du recul et de la force de travail salariale, de la faible division du travail dans l'agriculture malgré le progrès technique et du faible développement des grandes exploitations. D'autres thèses se sont alors affrontées : celle de la prolétarianisation, sous une forme atypique, des agriculteurs qui tendraient à ne devenir que des travailleurs à domicile pour les industries agro-alimentaires ; celle du renforcement de la petite production marchande voulu par le capitalisme tant que le caractère non industrialisable du procès du travail agricole et l'obstacle foncier s'opposent à la pénétration de rapports capitalistes ; celle enfin de la décomposition de la paysannerie et de sa recomposition en couches sociales nouvelles pauvres ou aisées issues de cette décomposition, avec un développement local et ponctuel du capitalisme agraire.

Quelles qu'elles soient, ces théories ont fait avancer la connaissance des différenciations sociales que la "modernisation de l'agriculture" ou que la "pénétration du capitalisme dans la sphère agricole" induisaient en France, en désignant des catégories d'agriculteurs dont le comportement et l'avenir étaient finalement peu connus (par ex. la paysannerie pauvre des retraités, des pluriactifs, des éleveurs intégrés, etc.). De même la connaissance des différenciations régionales issues de la transformation agricole a également progressé (2). En particulier, le renforcement de la spécialisation régionale a été mis en évidence, à partir de l'observation de la division accentuée des aires de production céréalières du Bassin Parisien et des aires de production animales de l'Ouest, à partir aussi de la description du déplacement de l'aire de production porcine et de sa très forte concentration géographique en Bretagne. Les conséquences critiques de la politique agricole commune et des accords méditerranéens pour certaines régions spécialisées (comme celle du vignoble languedocien) ont également été analysées. Enfin les systèmes régionaux d'exploitation agricole et les types d'agriculture qui résultent des mutations de cette activité depuis trente ans, ont été particulièrement étudiés (3).

On pourrait allonger encore la liste des acquis dans ce secteur de recherche, mais le point important est que l'ensemble de ces résultats a été rarement mis en rapport avec l'analyse des autres transformations de l'espace rural qui, elle aussi, progressait avec un certain décalage.

En ce qui concerne l'autre secteur de recherche, il n'est pas inutile de rappeler que la première manifestation théorique des pionniers de l'analyse de l'espace rural a été l'affirmation de la nécessaire distinction entre le rural et l'agricole, le refus de l'assimilation générale entre évolution de l'agriculture et évolution des campagnes françaises.

Les principaux apports dans ce domaine ont été la mise en évidence des différenciations dans l'espace issues de la diffusion urbaine (rurbanisation), de l'exode urbain (à l'âge de la retraite), du redéploiement industriel et touristique (annexion). Le dépeuplement et le vieillissement démographique ont été mis en liaison avec la dégradation des services (désertification, dévitalisation) (4). Bien qu'avec un caractère théorique moins affirmé car la tradition d'analyse spatiale est moins ancienne, des controverses se sont également manifestées. Par exemple pour désigner la place de l'espace rural dans la société d'après-guerre (espace du profit ou espace d'abandon), pour défendre ou au contraire contester la notion de "production d'espace" et surtout à propos de la typologie des espaces ruraux. Sur ce dernier point, le consensus est loin d'être atteint et les groupes de recherche continuent à s'af-

fronter sur le nombre de types d'espace, sur leur désignation (péri-urbain ou rurbain, de faible densité ou marginalisés, ou dévitalisés, etc.), et surtout sur les méthodes à privilégier pour les identifier : approche quantitative et par critérisation, identification morphologique par repérage des "formes spatiales" (péri-urbaine, zones de faible densité), démarche théorique à partir d'hypothèses sur les enjeux et les stratégies du capitalisme et le degré d'intégration des espaces (espace intégré, espace d'attente, espace en surveillance). Quelles que soient ces contradictions et ces concurrences d'écoles, elles ont entraîné, à notre avis, une appréhension de plus en plus claire des transformations de l'espace rural, d'autant plus que l'on fait de mieux en mieux le lien entre celles-ci et les pratiques de l'Etat dans son intervention en matière d'aménagement du territoire. En suivant cette politique depuis les secteurs-pilotes jusqu'aux contrats de pays, on a appris à décoder les agents de ces transformations (promoteurs immobiliers, industriels, collectivités locales, instances diverses de l'appareil d'Etat, etc.) et les formes de résistance à cette intervention (lutttes foncières, mouvements écologistes, etc.).

Cependant, dans cet effort d'analyse du mécanisme, le rôle des transformations agricoles selon les types d'agriculture et les différentes couches sociales paysannes est assez rarement précisé. Même en géographie rurale, qui forme en principe un tout, et où, dans les analyses régionales en particulier, tous les aspects de la transformation sont abordés, on constate encore souvent une juxtaposition des approches agricoles et rurales quand ce n'est pas une spécialisation des chercheurs dans l'un ou l'autre domaine.

Mais, fait à notre avis plus grave, cette dichotomie touche également les disciplines appliquées et les organismes administratifs au fur et à mesure que les changements économiques et les faits de localisation se compliquent dans leurs interférences. Nous ne donnerons ici que deux exemples pour illustrer cette affirmation. Le premier est celui de l'urbanisme, discipline appliquée qui s'est largement développée depuis la guerre en même temps que la croissance urbaine, et qui débouche sur une profession fort active.

Les urbanistes, qui ne forment pas un corps proprement dit, proviennent de formations diverses (grandes écoles d'ingénieurs, écoles d'architecture, départements universitaires d'urbanisme ou d'économie urbaine), mais n'ont pour ainsi dire jamais eu de formation concernant l'activité agricole et la société paysanne. Pourtant dans la pratique un certain nombre d'entre eux les rencontre nécessairement. Ainsi, dans l'équipe d'urbanistes de l'Etablissement Public d'Aménagement pour la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise, jeune, enthousiaste, acquise à l'idée de vivre sur place, il y avait des ingénieurs, des architectes, des sociologues, des paysagistes, mais aucun agronome. Tous imprégnés au départ de l'idée d'"espace libre", conscients de la tâche d'implanter une ville nouvelle en rase campagne, ils ne connaissaient rien des systèmes de production agricole, des structures foncières, des groupes d'agriculteurs avant d'avoir établi la carte d'utilisation des sols dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Différé (5).

Le deuxième exemple de cette dissociation dans la pratique d'aménagement du territoire est donné par l'évolution du rôle du Ministère de l'Agriculture dans la politique d'aménagement rural. Face aux mutations des campagnes françaises, où depuis 1962, les agriculteurs ne sont plus majoritaires, le Ministère de l'Agriculture a adapté son action à ces faits nouveaux.

Tout en restant le gérant de l'agriculture, il a tenu à élargir ses prérogatives pour conserver une certaine compétence dans l'espace rural et maîtriser peut-être par là les interactions entre le secteur agricole et les phénomènes exogènes. Un service d'aménagement de l'espace rural, devenant une Direction à part entière en 1965, a été créé. Cette Direction s'est dotée progressivement d'organismes d'études au niveau départemental et régional. Elle a conçu et mis en œuvre ses procédures d'intervention, en particulier les Plans d'Aménagement Rural. Mais la tendance récente est incontestablement à l'élargissement des tâches des autres ministères (la DATAR, le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie qui a absorbé l'Equipement) tandis que le Ministère de l'Agri-

culture est de plus en plus confiné dans son rôle de Ministère de la production agricole. Les nouvelles politiques de l'espace qui touchent l'espace rural (zones agricoles défavorisées, politique de la montagne, contrats de pays, parcs nationaux et régionaux) ne dépendent pas du Ministère de l'Agriculture, et surtout ne sont plus comme jusque vers les années 1970 à finalité agricole. La politique de la montagne est progressivement passée d'un objectif : la préservation d'une agriculture menacée par les impératifs de la "modernisation", à celui du développement de nouveaux secteurs économiques et de fonctions de conservation du patrimoine. La politique agricole est donc de plus en plus dissociée de la politique d'aménagement du territoire qui s'appuie sur une connaissance partielle du monde agricole et sur une certaine conception de l'agriculture, celle de l'agriculteur gardien des écosystèmes, entretenant le paysage, pluriactif et accueillant aux touristes, ou disposé à remplir un poste de travail peu qualifié dans une usine à la campagne.

Il est évident que nous aurions pu trouver des contre-exemples infirmant cette tendance à la dissociation accrue de l'analyse agricole et rurale, et ceci, dans certains travaux, dans certaines démarches, dans certaines pratiques d'aménagement qui existent ; mais il nous paraît possible d'affirmer que cette tendance est principale et dominante. Dans le domaine de l'action, elle s'explique par les enjeux contradictoires, les conflits entre groupes de pression à propos de l'espace rural qui conduisent à surestimer ou à sous-estimer l'agriculture et les agriculteurs selon la position que l'on occupe. Dans le domaine de la recherche, elle s'explique par les réelles difficultés théoriques que posent les articulations et les discontinuités entre ces deux champs de recherche. La liaison entre activité agricole et processus spatiaux, entre analyse économique et analyse spatiale, pose un problème théorique clé pour lequel les hypothèses font encore défaut.

Si la recherche et l'action n'ont pu fonder leurs pratiques sur une connaissance claire des rapports entre les transformations agricoles et rurales, la simple mise en relation des faits, l'observation des mécanismes locaux d'évolution sont cependant susceptibles d'éclairer une telle réflexion.

L'analyse des transformations de l'agriculture et de l'espace rural à partir des statistiques ne permet sans doute pas de décrire le jeu des diverses contradictions qui s'exercent dans cet espace, ni de désigner avec certitude la part des pressions internes et externes qui déterminent ces transformations. Il est cependant nécessaire de s'y référer car sur plusieurs plans elle est de nature à préciser des interrelations entre différents indicateurs d'évolution et, par là, à mettre en évidence les tendances à l'autonomie ou à l'intégration des facteurs agricoles et ruraux dans la transformation des espaces.

Notre apport s'appuie ici sur un ensemble de travaux de recherche que nous menons depuis plusieurs années sur l'évolution et la typologie des espaces ruraux, à partir de l'exploitation systématique de la base statistique disponible sur ces espaces. A des analyses d'abord effectuées au niveau départemental (6), ont succédé des approches plus fines réalisées sur un échantillon de 220 cantons (7) représentatifs de l'espace français. Par ses caractéristiques métriques, son enracinement dans le passé, son cadre sur lequel s'est calquée une grande partie de l'organisation sociale du monde rural, et surtout la nature des statistiques disponibles, le canton est une unité particulièrement pertinente pour avancer dans l'analyse des espaces ruraux. Cette "banque de don-

nées" des transformations rurales (8) permet de faire de l'approche statistique un moyen important de l'analyse du système de changement dans les campagnes.

Une première série de questions peut être posée à propos du rôle de l'agriculture dans l'emploi et le peuplement rural, et surtout des rapports entre le recul partout observé du nombre des travailleurs agricoles et les transformations de la base démographique et économique de l'espace rural.

En 1954, l'agriculture employait directement 57,5% des actifs ruraux, ce qui, compte tenu des activités induites dans les services à la production et à l'ensemble des ménages agricoles, déterminait certainement 75 % de la population des campagnes. On constate alors qu'il existe une corrélation étroite (0,79) entre la densité d'actifs agricoles masculins et la densité de population dans les zones rurales (cf fig. 1).

Les régions rurales à forte densité d'agriculteurs ont une forte densité démographique globale, ce qui n'exclut pas une corrélation inverse ($-0,26$) entre le % d'agriculteurs dans la population active et le niveau de la densité. **A cette époque les disparités du peuplement agricole expliquent très largement celles du peuplement rural.**

Entre 1954 et 1975, des changements considérables affectent la base économique des campagnes et les déterminants de son peuplement. La population active agricole chute de 60 % avec un taux annuel de baisse sans cesse croissant, la part des actifs agricoles dans les actifs ruraux n'est plus que de 32 % en fin de période. L'effectif absolu et relatif des populations non agricoles est en augmentation, en raison surtout du développement des migrations de travail vers les zones urbaines. Les actifs ruraux ayant leur emploi en ville sont plus d'un million en 1975 et expliquent près de 20 % du peuplement rural. Leur nombre est relativement constant malgré l'extension des territoires attribués aux villes, ce qui signifie que le rayon de leur recrutement s'accroît de plus en plus. Dans le même temps les activités non agricoles situées en milieu rural vont maintenir leur potentiel d'emploi grâce à une progression du tertiaire qui vient de compenser le recul sensible d'un secteur industriel rural fortement marqué par la prééminence de branches traditionnelles récessives (mines, textile, cuir, bois...)

En définitive, malgré la forte baisse de l'emploi rural entre 1954 et 1975, la dépopulation des campagnes n'est que de 6 % à espace constant, avec cependant une redistribution géographique que met bien en valeur la carte suivante (réalisée pour la période 1962 - 1975). Alors que certaines régions connaissent un déclin démographique accéléré (le Massif Central et ses marges en particulier), d'autres réussissent à stabiliser et parfois même à augmenter sensiblement leur population rurale.

Le tableau des intercorrélations entre les mouvements de ces diverses catégories de population éclaire alors les rapports entre évolution agricole et évolution rurale.

Tableau 1. — Evolution des emplois du milieu rural

	Emplois 1975	% des actifs 1962	1975	Emplois/km2 1962 (*)	1975
Primaire	1.704.735	56.4	40.4	7.02	3.65
Bâtiment - TP	418.155	6.8	9.9	0.85	0.89
Industries (dont agricoles)	868.055 (156.800)	16.1 (2.7)	20.6 (3.7)	2.00 (0.34)	1.86 (0.34)
Tertiaire	1.225.675	20.6	29.1	2.56	2.62
Total	4.216.620	100	100	12.44	9.02

(*) Pour éliminer les variations dues à la rétraction de l'espace rural.

Tableau 2. — Intercorrélations entre les variations des diverses catégories de population

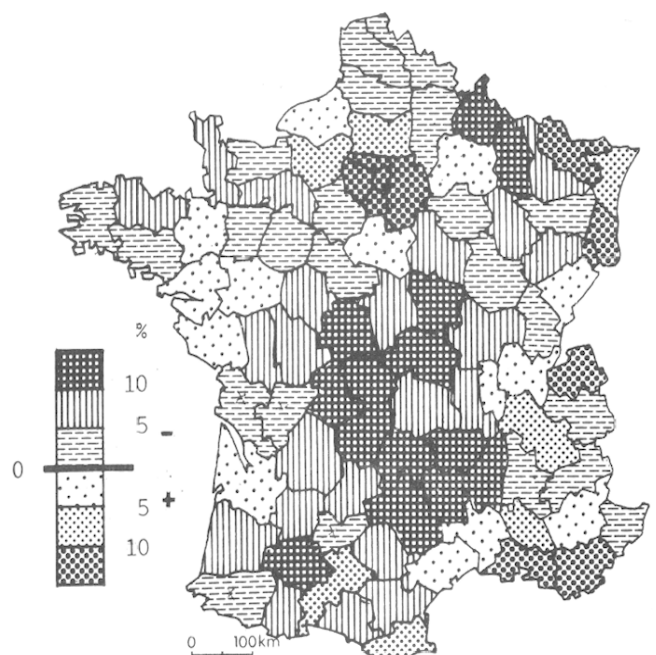
Variation 1954-1975 de la population	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
(1) Active totale	1					
(2) Active agricole	0.21	1				
(3) Active non agricole	0.80	0.01	1			
(4) Totale	0.94	0.05	0.86	1		
(5) Rurale	0.69	0.18	0.69	0.75	1	
(6) Urbaine	0.71	0.02	0.76	0.83	0.52	1

On constate ainsi que, malgré son poids essentiel en début de période et l'ampleur du mouvement qu'elle a connu, **la dépopulation agricole n'est corrélée ni avec les changements de la population active non agricole ni avec les variations de la population totale des zones rurales.** Naturellement les cantons les plus agricoles au départ sont ceux qui ont connu les plus fortes dépopulations (cor. = 0.43 entre ces deux variables), mais c'est ici le poids du passé qui est en cause et non les transformations récentes de l'agriculture.

La création locale d'emplois non agricoles, contrairement à ce que certains aménageurs avaient pu imaginer, n'a pas joué de rôle déterminant par rapport à la baisse de la population active agricole. Par contre, elle apparaît fondamentale pour expliquer les transformations de la base économique rurale et l'évolution de la démographie. Des analyses plus fines montrent d'ailleurs que c'est la création d'emplois tertiaires, et singulièrement d'emplois féminins, qui a été la plus déterminante pour la stabilisation ou la croissance des zones rurales. Il est également très significatif d'observer qu'au niveau des cantons l'évolution de la population rurale est positivement corrélée avec celle de la population urbaine, alors qu'elle ne l'est pas avec celle de la population agricole.

Les facteurs extérieurs à l'agriculture, et même extérieurs à l'espace rural avec le développement du phénomène d'exurbanisation, sont donc déterminants dans la transformation actuelle des espaces ruraux. La tendance est donc à une **plus grande auto-**

EVOLUTION 1962-75 DE LA POPULATION DES CANTONS A DOMINANTE RURALE



nomie de l'évolution démographique rurale face aux conséquences de la modernisation agricole sur l'emploi.

Une seconde interrogation peut concerner l'évolution du marché foncier dans ses rapports avec la demande agricole et non agricole de terres dans les zones rurales. Les données statistiques sont beaucoup moins complètes dans ce domaine, mais plusieurs faits peuvent être avancés.

On assiste d'abord à un phénomène constant d'accroissement du prix de la terre (supérieur au rythme de l'inflation), généralisé à l'ensemble des régions françaises, quelle que soit l'évolution de leur agriculture, et en particulier malgré la rétraction très nette de l'espace agricole dans les zones physiquement défavorisées (9). Une demande non agricole croissante se manifeste dans tous les types d'espa-

ces, naturellement dans ceux situés à la périphérie des agglomérations urbaines et sur le littoral, mais aussi dans les espaces désertés qui sont aujourd'hui l'enjeu d'une très forte pression pour des usages nouveaux tant de la part de l'Etat (reboisement, réserves naturelles, terrains militaires, barrages...) que des particuliers. Cette demande non agricole, peu importante en surface (0,15 % de la surface agricole par an), est dispersée et provoque des anticipations spéculatives qui partout jouent comme facteurs de hausse pour l'ensemble des transactions.

Les facteurs externes jouent un rôle plus déterminant sur l'évolution du foncier agricole que les transformations propres au secteur agricole, et ceci malgré la concurrence qui reste vive entre les agriculteurs. C'est ainsi que le tableau des corrélations (tableau 3) ne met en évidence aucune liaison entre l'évolution du prix de la terre et les facteurs agricoles.

Tableau 3. — Intercorrélations entre quelques indicateurs de l'usage du sol

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
(1) Prix de la terre 1965	1				
(2) Augmentation du prix de la terre (65-71)	- 0.44	1			
(3) Variation de la surface cultivée (63-70)	- 0.06	0.20	1		
(4) Degré d'urbanisation	0.57	- 0.09	- 0.11	1	
(5) Taux de nouveaux arrivés dans les communes rurales	0.53	- 0.15	- 0.08	- 0.52	1

Ces résultats confortent les observations précédentes : dans tous les cas il apparaît bien que les phénomènes extérieurs à l'agriculture tendent à l'emporter dans les processus de transformation rurale. D'une part on assiste à une autonomisation du changement rural par rapport aux phénomènes agricoles, alors que d'autre part les faits non agricoles ne semblent pas perturber fortement une certaine logique d'évolution propre à l'agriculture.

Est-ce à dire que de plus en plus, sous prétexte de cette autonomisation des transformations de l'agriculture par rapport aux transformations non agricoles et réciproquement, l'on puisse se passer de l'analyse de l'agriculture pour comprendre les changements de l'espace rural et la relation entre évolution sociale et évolution spatiale ? Certes pas, et un certain nombre d'études locales récentes le montrent (10). En fait, malgré son intérêt et son apport spécifique, l'approche statistique a des limites : d'une part le nombre et la qualité limitée des variables disponibles restreignent les questions pouvant être résolues ; d'autre part cette approche ne fournit des éléments que sur les effets des transformations mais elle ne permet pas de décrire les mécanismes en œuvre et le rôle que l'économie agricole et les couches sociales paysannes jouent dans la modification même en tant que force de résistance.

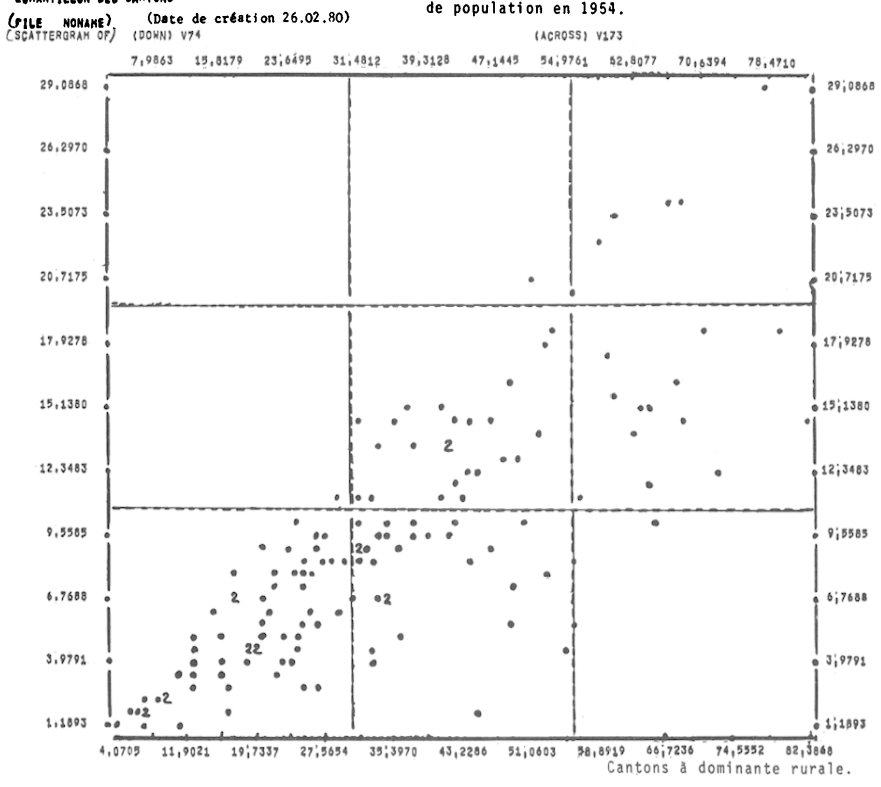
C'est dans certaines monographies locales ou micro-régionales, en particulier celles que nous venons de citer, que les véritables liaisons entre transformation agricole et transformation rurale sont établies. On se rend compte en effet dans ces études qui s'appuient le plus souvent sur une analyse des transformations depuis le 19e siècle que, **même si les facteurs exogènes comptent de plus en plus dans l'intégration ou la non intégration des espaces analysés, il est indispensable pour comprendre le changement rural de connaître le étapes de la transformation de l'agriculture**, l'évolution des structures foncières, le caractère des couches sociales paysannes et en particulier la nature de la couche sociale dominante (aristocratie foncière, couche de paysans modernisés ou petite paysannerie), le contexte politique, etc.

Ces éléments sont déterminants pour expliquer la plus ou moins grande pénétration des capitaux externes, l'apparition de nouveaux usages du sol, etc.

Le problème de la généralisation possible des enseignements tirés de ces cas de figure reste cependant posé ; pour l'instant aucune véritable étude comparative des types de transformation et des types d'espaces n'a été menée à terme.

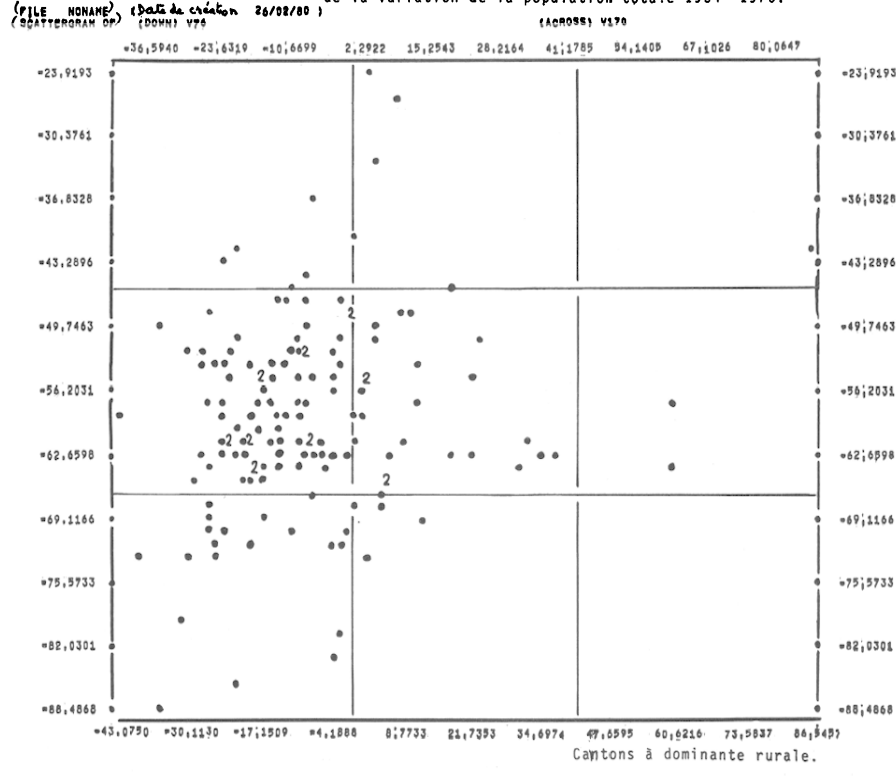
ECHANTILLON DES CANTONS
(FILE NONAME)
(SCATTERGRAM OF)

Figure 1 . Actifs agricoles au Km2 et densité de population en 1954.



ECHANTILLON DES CANTONS
(FILE NONAME)
(SCATTERGRAM OF)

Figure 2. Evolution des actifs agricoles masculins. Pourcentage de la variation de la population totale 1954 -1975.



En tout état de cause, dans le passage d'un type d'espace à un autre, dans le processus d'intégration de l'espace, on rencontre nécessairement l'agriculture et les couches sociales paysannes dans leur spécificité locale et dans leur évolution. Les agriculteurs bien que minoritaires, jouent un rôle dans la transfor-

mation rurale que l'on ne pourra négliger tant que le pouvoir municipal et local reste essentiellement assis sur le pouvoir foncier et tant que l'agrandissement foncier reste le moyen le moins coûteux pour accroître la dimension économique des exploitations et la sécurité relative de l'emploi à terme.

NOTES

- (1) BARTHELEMY D., BLANC M., LACOMBE Ph., LIFRAN D. et POUPA D. (1975). Les classes sociales dans l'agriculture. Recueil d'articles, INRA (série Economie et Sociologie rurales).
BLANC M. (1977). Les paysanneries françaises. J.P. Delarge, Paris, col. Citoyens, 198 p.
CAVAILHES J. (1976). L'analyse léniniste de la décomposition de la paysannerie et son actualité. in Critique de l'Economie politique, janv.-mars.
EVRARD P., HASSAND., VIAUC. (1975). Petite agriculture et capitalisme. INRA, Paris, 71 p.
FAURE Cl. (1976). Les paysans dans la production capitaliste. Paris VIII, Vincennes. Travaux sur le capitalisme et l'économie politique, 10, 71 p.
MOLLARD A. (1977). Paysans exploités. Presses de Grenoble, 244 p.
SERVOLIN Cl. (1972). L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste. in " L'univers politique des paysans ", Paris, A. Colin, 41-77.
- (2) ALTMAN C., CRANNEY J., EVRARD P., MATHAL P., VIAUC. (1972). La spécialisation des productions céréalières et bovines et ses conséquences économiques. Paris INRA SESR, 121 p.
EL AMCHARI M.-C., REBOUL Cl. (1974). Concentration des capitaux et système de production. INRA, Paris (série Economie et Sociologie rurales).
- (3) BONNAMOUR J., GILLETTE Ch., GUERMOND Y. (1971). Les systèmes régionaux d'exploitation agricole en France. Etudes rurales, (33-34).
- (4) BAUER G., ROUX J.M., (1976). La rurbanisation ou la ville éparpillée. Le Seuil, Paris.
BONTRON J.-C. et MATHIEU N. (1969). Les tendances d'évolution à long terme de l'espace rural. SEGESA, Paris, 43 p. (carte des types d'espaces ruraux).
BONTRON J.-C. et MATHIEU N. (1973). Les transformations de l'espace rural. Problèmes de méthode. Etudes rurales, 58-59, 137-159.
FAUDRY D. (1973). La désertification de l'espace rural, sa logique sociale et ses conséquences. Aménagement du territoire et développement régional, IREP, Grenoble, 149-164.
FRANÇOIS P. (1978). L'espace du profit. Paris, ronéo, 22 p.
REMICA (1978). Espaces périphériques. CNRS, Toulouse, 184 p.
Réflexions sur l'espace rural français. Approches, définitions, aménagement. (1976). Université de Paris I, ENS de Fontenay aux Roses
et les revues qui ont mis en évidence les conflits dans l'espace rural : GIAM (Groupe d'Information Aménagement) 1976-1977 - Espace et luttes, 1978-1979 - Correspondance municipale.
- (5) ANDRIAMBOLAMANA C. ... cité plus loin.
- (6) BONTRON J.-C., SACHET M., VELARD L., (1972). L'espace rural français, statistiques et indicateurs. ACEAR Paris, 197 p. cartes.
BONTRON J.-C. et MATHIEU N. (1976). La France des faibles densités. T. 1 : délimitation, problèmes, typologies. ACEAR, Paris, 160 p., cartes, tableaux, annexes.
BONTRON J.-C., MATHIEU N. et NAUDOU C. (1976). La France des faibles densités. T.2 : analyses bibliographiques, ACEAR Paris 29 p. + 33 fiches.
- (7) Ce travail est financé par le Ministère de l'Agriculture et par le SESAME. Le canton est une unité administrative ; en zone rurale, il regroupe en moyenne 12 communes pour une superficie de 200 km² et une population de 6 500 habitants.
- (8) Plus de 200 variables sont actuellement disponibles.
- (9) On ne constate par ailleurs aucune corrélation entre le recul ou la progression de l'espace cultivé et l'évolution de la population rurale.
- (10) Par exemple, pour l'espace péri-urbain.
REMICA (1978). Enquêtes dans la périphérie urbaine. in Espaces périphériques, CNRS Toulouse, 69-87
ou REMICA 11. Les processus d'urbanisation dans l'espace agricole. CNRS (document de travail du Greco 6 : Processus d'urbanisation), slnd, 155 p.
ou ANDRIAMBOLAMANA C., GLOMINSKI I. et RIST D. (1978). L'urbanisation des campagnes péri-urbaines. Aspect de son impact sur les structures agraires à travers le cas de trois communes de la région de Pontoise. Paris, 275 p. (Mémoire de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris VIII).
ou LARRERE R. et MENETREY D. (1978). Agriculture et résidences dans une commune de Domes. Les premières étapes d'une annexion de l'espace rural. INRA, CRZV Theix, 72 p. + cartes.
Et pour les zones de faible densité
BONTRON J.-C. et MATHIEU N. (1977). La dévitalisation de l'espace rural, l'exemple de trois cantons du Morvan Sud. ACEAR, Paris, 69 p., annexe.
ou REMICA (1978). L'Espinouse. Désignation de la société et intégration de l'espace, et : La Piège : intégration de l'agriculture et décomposition de la société dans une région reculée. in : Espaces périphériques, CNRS Toulouse, 89-130
ou LARRERE R. (1974). Eléments sur l'histoire de la mise en valeur du Plateau de Millevaches. INRA, Theix, 98 p.
ou FIORAVANTI A. et LAMARCHE H. (1977). Société locale et utilisation de l'espace rural. Etude du cas de la commune de Barre-des-Cévennes. CNRS, Nanterre, 129 p.
ainsi que certaines des études locales analysées dans le numéro spécial d'Etudes Rurales, n° 71-72, 1978.